



UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS
Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIÈRE
DES CÔTES D'ARMOR

COMMUNIQUÉ

de l'UD FO22

Dans les Côtes d'Armor les salariés et producteurs de viandes porcines s'inquiètent pour l'avenir de la filière. Les salariés ne doivent pas être les otages des conséquences des politiques Européennes, 50 000 emplois directs et indirects de la filière sont en danger.

La crise du Porc est inadmissible, cela fait plusieurs années que Force Ouvrière, par sa confédération, ses fédérations, ses UD et ses Syndicats, alerte et réclame une véritable protection des salariés et des éleveurs contre une exploitation capitaliste qui se trouve renforcée par les règles libérales qui régissent le marché Européen.

En 2010 et 2011 nos adhérents des syndicats du secteur faisaient publiquement remonter leur vive inquiétude face au « Dumping Social » auprès des élus et du gouvernement. Jean Claude Mailly et les UD FO de Bretagne n'ont eu depuis de cesse d'alerter les pouvoirs publics au plus haut niveau de l'état.

4 ans après on constate que rien n'a été mené sur le fond de cette question voir même cela s'aggrave, les licenciements massifs des salariés de GAD en 2013 en sont une récente conséquence.

Les gouvernements successifs continuent à nous enfoncer par l'application des politiques de stabilité donc d'austérité et cela s'amplifie par la dégradation sociale organisée, pacte d'avenir, de responsabilité, puis les textes Macron et Rebsamen... Oui la Grèce est proche de nous !

Les règles de concurrence européenne étant arrêtées à organiser et à favoriser le dumping, les industriels installés en Allemagne jouent à fond la carte de cette réglementation libérale et exploitent des salariés d'Europe dont les conditions de salaires et de pouvoir d'achat dans leur pays d'origine les rendent économiquement faibles.

Le modèle libéral Euro allemand est aujourd'hui le modèle de destruction social qui a détrôné celui de la mère Thatcher. Il entraîne l'exploitation de migrants au sein des pays Européens de l'est et crée du chômage de masse et du SMOC pour 28% d'actifs allemands, avec comme conséquence de la discrimination sociale, du racisme et une extrême tension sur les conditions de travail et de salaires tant en Allemagne que partout en Europe.

Résultat, le kilo de porc Allemand et Espagnol (même type d'exploitation) coute moins cher à la production. Nous constatons que la stabilité européenne, c'est simplement pour les capitalistes l'exploitation des salariés et de tous les travailleurs.

Certains industriels employeurs en arrivent à rechercher et à proposer des solutions extrêmes pour faire face au marché, des cristallisations sociales révolues renaissent ...

Alors nous nous devons de dire à Monsieur le Directeur général de Cooperl, ça suffit !
N'opposons pas les intérêts des agriculteurs, à ceux des salariés !

L'expression du Directeur de la coopérative relatée dans les médias, prend une orientation plus que libérale. Bien sûr il soulève la question de la distorsion de concurrence avec les 15 ou 25 centimes de différence du kilo de Porc qu'entraîne le dumping Allemand et Espagnol, mais les tournures de phrases sont de plus en plus libérales et insupportables pour les salariés et nos camarades des syndicats FO, on peut y lire la remise en cause des cotisations sociales et des conditions de travail « samedi, dimanche... » ; à ce rythme-là le Directeur va finir par demander au gouvernement le droit d'embaucher des salariés de l'est aux mêmes conditions que les industriels allemands.

Une nouvelle fois, nous FO nous disons stop au plombier Polonais (ref directive de Bokelstein).
Ça suffit de remettre en cause les conditions sociales et de salaires à cause du capitalisme.
Ça suffit de remettre en cause la République.

Nous répondons à l'État et aux industriels que les politiques menées sous la pression du diktat libéral avec le pacte de stabilité et politique de réduction des services publics « RGPP, la MAP » détruisent nos moyens républicains de sécurité et de contrôle. Cette politique si elle continue, nous conduit directement à des catastrophes sanitaires et sociales, le scandale de la vache folle, n'est pourtant pas très éloigné. Malgré cela le discours palliatif des gouvernants glisse sur les entreprises dites responsables avec l'auto contrôle, cela est grave et dangereux de conséquences, très récemment n'avons-nous pas eu le grand bruit dans les tribunaux suite à l'affaire de masquage de la salmonelle par la Cooperl ?

Alors qui est le coupable ? Ceux qui prônent l'auto contrôle libéral et le glissement vers le tout marché. Ou les gouvernements qui continuent à appliquer les politiques d'austérité... ?

Pour nous salariés, nous savons que la question de l'intérêt des industriels n'est pas le même que celui des consommateurs, des salariés et des éleveurs.
Alors oui comme les agriculteurs, nos camarades du secteur considèrent qu'ils ne doivent pas être otages de la concurrence déloyale organisée au sein de l'Union Européenne.

Nous répondons aux industriels Cooperl/Bigard/Socopa qui prônent la flexibilité et l'explosion des cadres sociaux que les problèmes ne sont ni les cotisations sociales des salariés qu'ils mettent en cause, ni le travail du samedi ou du dimanche qu'ils voudraient infliger aux salariés ; mais tout simplement pour arrêter cette distorsion de concurrence et pour stabiliser le cours des produits et réguler le marché :
Il suffit de faire :

- rupture avec les politiques européenne destructrices d'emplois et des conditions sociales,
- rupture avec la logique de concurrence dite « libre et non faussée »
- taxer les produits d'importation à hauteur du coût de régulation donc de la balance du Porc de Plérin.

Arrêtons cette casse sociale, le Gouvernement doit prendre ces responsabilités, il y a urgence.

Pour le bureau de l'UD FORCE OUVRIERE des Côtes d'Armor
Le 18 08 2015
Le secrétaire général
Eric Le Courtois